

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MB92 LA CIOTAT

46 Quai François Mitterrand
13600 La Ciotat

Références : D-2025-0691
Code AIOT : 0006412907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement MB92 LA CIOTAT implanté 46 QUAI FRANCOIS MITTERRAND 13600 LA CIOTAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MB92 LA CIOTAT
- 46 QUAI FRANCOIS MITTERRAND 13600 LA CIOTAT
- Code AIOT : 0006412907
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MB 92 exerce des activités de peinture, d'entretien et de réparation navale au sein des chantiers navals de La Ciotat.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.1.4	Demande d'action corrective	2 mois
3	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.1	Demande d'action corrective	6 mois
7	Plan de gestion de solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.2.1	Sans objet
5	PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.3	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités relatives :

- à l'absence de recherche de certains paramètres lors des analyses de ses rejets aqueux ;
- au respect des VLE de ses rejets aqueux ;
- au respect de la VLE en COV de ses rejets atmosphériques.

Compte tenu des actions déjà engagées, il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments permettant d'attester d'un retour à la conformité dans les meilleurs délais. A défaut, il pourra être proposé au préfet la mise en demeure de l'exploitant, éventuellement assorti de sanctions administratives et pénales.

Aussi le Plan de Gestion des Solvants présente des incohérences dans les hypothèses prises en compte dans l'estimation des entrées et des sorties que l'exploitant s'attachera à rectifier ou clarifier lors de l'élaboration du PGS pour l'exercice de l'année 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de collecte et de traitement

Prescription contrôlée :

[...]

- Au plus tard 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

La totalité des eaux en contact avec la plateforme (y compris pluviales) sont collectées par un réseau dédié puis traitées dans un ou plusieurs ouvrages d'épuration permettant le respect, pour chaque point de rejet au milieu naturel des valeurs limites d'émissions définies à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les eaux de refroidissement des navires sont orientées vers un réseau dédié, avant rejet au milieu naturel.

Les installations sont dimensionnées pour permettre à minima la collecte d'une pluie décennale d'une durée d'une heure, et le traitement d'une pluie annuelle d'une durée d'une heure. Les justificatifs du dimensionnement des installations de collecte et de traitement sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Constats :

MB92 dispose de plusieurs unités de traitement (UTEP) mises en place par la société NOMADO réparties sur le site et destinées à traiter les eaux en contact avec la plateforme (y compris eaux pluviales) :

- 2 UTEP (1 et 2) au niveau de la plateforme ATLAS - Ces unités sont gérées par La Ciotat Shipyard,
- 1 UTEP (3) au niveau de la moyenne plaisance, gérée par MB92,
- 1 UTEP (4) au niveau du terre-plein de la grande forme, également gérée par MB92.

L'UTEP 4 au niveau du terre-plein de la grande forme doit être mise en service courant septembre, une fois celle-ci connectée au réseau. Les eaux collectées sur ce terre-plein étaient jusqu'à présent acheminées vers les UTEP de la plateforme ATLAS.

L'UTEP 3 de la moyenne plaisance est également en cours de modification (l'ancienne unité de l'UTEP 3 a été transférée vers le terre-plein de la grande forme et correspond désormais à UTEP 4) afin d'améliorer les conditions d'épuration et permettre la réutilisation des eaux traitées.

Chaque UTEP dispose d'un point de rejet qui lui est propre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux

prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.

Débit	Continu (*)
Température	Continu
pH	Continu
DCO (sur effluent non décanté)	Mensuelle
Matières en suspension totales	Mensuelle
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Mensuelle
Azote global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle
Cuivre et ses composés (en Cu)	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	Mensuelle
Autres substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle
(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet. (**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.	

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Constats :

Les résultats d'analyses des UTEP 1, 2 et 3 sur 1 an ont été communiquées à l'inspection (hormis décembre 2024)

Les UTEP 1 et 2 relèvent de la responsabilité de LCS et l'UTEP3 de MB92. La fourniture, l'exploitation et la maintenance des unités est confiée à la société NOMADO.

Les résultats d'analyses sur 1 an des UTEP 1, 2 et 3 ont été communiquées à l'inspection (l'UTEP 4 n'étant mise en service qu'en septembre 2025, aucune analyse n'est disponible au jour de la visite). Des rapports sont produits mensuellement. Pour chacune des UTEP sont fournis les relevés de débits, pH et température monitorés en continu, en dépit de pannes ponctuelles sur des instruments de mesure (sonde pH défectueuse en mars, mai et juin 2025 en UTEP 2, ph et température manquante en UTEP 3 lié à un arrêt électrique prolongé, problème de sonde pH en janvier 2025 en UTEP 3).

Les paramètres DCO, MES, azote global, phosphore total, cuivre et zinc sont recherchés mensuellement.

Parmi les paramètres spécifiques du secteur d'activité devant être recherchés semestriellement, les paramètres Chrome total, chrome hexavalent, chloroforme, AOX, Hydrocarbures totaux, tétrachloroéthylène et dichlorométhane ne figurent pas dans les rapports communiqués. L'absence de recherche de ces paramètres constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la recherche des paramètres spécifiques du secteur d'activité devant être recherchés semestriellement sous 2 mois.

L'inspection a procédé à la création du cadre GIDAF afin que l'exploitant puisse déclarer ses rejets sur la plateforme. L'inspection demande à l'exploitant de remplir sur la plateforme ses résultats pour l'année 2025 sous ce même délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.

Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :

1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)

Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.

2. Azote et phosphore

Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.

Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.

3. Substances spécifiques du secteur d'activité

Chrome hexavalent et composés (en Cr⁶⁺)

Chrome et ses composés (en Cr)

Cuivre et ses composés (en Cu)

Nickel et ses composés (en Ni)

Zinc et ses composés (en Zn)

Trichlorométhane (chloroforme)

Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)

Hydrocarbures totaux

Tétrachloroéthylène

Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

Constats :

Les résultats d'analyses des UTEP 1, 2 et 3 sur 1 an ont été communiquées à l'inspection.
Les UTEP 1 et 2 sont exploitées par LCS et l'UTEP 3 directement par MB92.

Les résultats mettent en évidence les dépassements synthétisés dans le tableau suivant :

	UTEP 1	UTEP 2	UTEP 3
juin-25	-	cuivre (200 µg/l)	-
mai-25	-	cuivre (200 µg/l)	Zinc (1200 µg/l)
avr-25	zinc (1300µg/l)	MES (56 mg/ l), DBO5 (41 mg/l) cuivre (1000 µg/l) zinc (1600 µg/l)	cuivre (330 µg/l) zinc (1300µg/l)
mars-25	-	cuivre (600 µg/l) zinc (1500 µg/l)	-
févr-25	-	-	-
janv-25	-	-	zinc (1700 µg/l)
déc-24	-	-	-
nov-24	-	-	cuivre (190 µg/l)

oct-24	-	cuivre (160 µg/l)	-
sept-24	-	-	-
août-24	-	-	-
juil-24	-	cuivre (190 µg/l)	cuivre (280 µg/l)

Ces dépassements récurrents constituent des non-conformités.

MB92 indique travailler avec le fournisseur NOMADO dans un objectif d'amélioration continue afin de rendre conforme les résultats de leurs rejets.

L'un des problèmes évoqués par l'exploitant est le fonctionnement par intermittence de la station, celle-ci se mettant en route essentiellement lors d'épisodes pluvieux significatifs, ce qui conduit à un colmatage et à la baisse d'efficacité des charbons actifs. Les volumes d'eaux employés pour le carénage des bateaux sont relativement faibles (de l'ordre de 3-4 m³ en moyenne) et ne sont pas suffisants pour faire fonctionner la station.

Une solution de recirculation de l'eau en circuit fermé lorsqu'aucun rejet n'est à traiter est à l'étude afin de permettre à la station de conserver sa capacité d'épuration.

Au niveau de l'UTEP3, MB92 indique les éléments suivants :

- en juin 2024 : installation d'un système de régulation automatique du pH, visant à améliorer la floculation du Cuivre et du Zinc. Ces deux paramètres sont revenus à la normalité pendant les 3 mois suivant l'intervention. Le Cuivre a eu un nouveau pic en novembre 2024 ;
- en janvier 2025, le curage des bassins de coagulation ainsi que la substitution d'un agitateur défectueux dans le même bassin ;
- en février 2025, le constat des nouveaux pics de Cuivre et Zinc a amené Nomado à suggérer la recirculation de l'eau présente dans le bassin de rétention en amont de l'UTEP. Cette solution a été intégrée dans la nouvelle unité en cours de mise en place.

Pour les UTEP1 et 2, MB92 a communiqué les informations transmises par La Ciotat Shipyard relatives à l'entretien des unités et aux mesures correctives menées en cas de dépassement, notamment :

- en octobre 2024 : opérations de nettoyage partiel des UTEP 1 et 2 ;
- en janvier 2025 : curage du conteneur physico-chimique et des sondes de l'UTEP1, entretien de la pompe pH et vérification du filtre à charbon de l'UTEP 2 ;
- en février 2025 : nettoyage de la sonde pH et ajustement des dosages de l'UTEP 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des 3 prochains relevés mensuels. En cas de dépassements répétés des VLE et en l'absence de mise en œuvre d'un plan d'action visant à un retour à la conformité dans les meilleurs délais, il pourra être proposé la mise en demeure au préfet pour non-respect de prescription.

L'exploitant devra transmettre les résultats de son autosurveillance sous GIDAF afin que l'inspection puisse s'assurer de l'amélioration des résultats suite aux éventuelles actions correctives menées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En lieu et place des dispositions de l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>	
Paramètres	Valeur limite d'émission
Poussières totales (en mg/Nm ³)	100 si le flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h, 40 si le flux horaire supérieur ou égal à 1 kg/h
COV (en mgC/Nm ³)	100 si la consommation de solvants est inférieure à 15 t/an, 50 si la consommation de solvants est supérieure à 15 t/an
Métaux et composés (en mg/Nm ³)	5 (exprimé en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a communiqué 3 rapports relatifs à des mesures réalisées en cocon sur l'année 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rapport de mesure des COV du 24/04/2025 : le rapport fait état de 3 mesures de 30 min avec respectivement 12,1 mg/Nm³, 72,2 mg/Nm³ et 138 mg/Nm³. Compte tenu que la 	

consommation en solvant du site est supérieure à 15 t/an (information du PGS, cf. Point de contrôle n°7), la VLE applicable est de 50 mg/Nm³. Ainsi 2 de ces mesures sont non-conformes à la prescription.

- Rapport de mesure des poussières du 30/04/2025 : il n'est pas relevé de dépassement des VLE.
- Rapport de mesure des métaux et poussières du 15/07/2025 : il n'est pas relevé de dépassement des VLE.

Suite à l'inspection, l'exploitant a communiqué 2 rapports des 15 et 29/05/24 avec des rejets en COVT atteignant respectivement jusqu'à 252 et 473 mg/Nm³. L'exploitant précise que la mesure du 29 mai visait à vérifier, en conditions réelles, l'efficacité d'un système d'abattement par ionisation. Au regard des résultats, cette technologie n'a finalement pas été retenue.

Aucune mesure n'a été réalisée au sein de la cabine de peinture compte tenu que celle-ci a été affectée pour le stockage temporaire de matériel et annexes précédemment entreposés dans la nef C afin de permettre les travaux de décontamination en plomb de celle-ci. Par conséquent, aucun travail de peinture ou de ponçage n'a été réalisé dans la cabine.

L'exploitant a indiqué tester de nouvelles solutions pour le traitement de ses rejets COV, un essai pilote étant prévu au mois de novembre 2025. Il a par ailleurs précisé qu'aucune application de peinture n'était prévue d'ici la fin de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de dépassements en COV des valeurs de rejets de ses rejets atmosphériques, il est demandé à l'exploitant de prendre des mesures concrètes afin de s'assurer d'un retour à la conformité dans les meilleurs délais.

Compte tenu de l'absence d'opération de peinture significative en cette fin d'année 2025 selon l'exploitant, il est demandé de fournir sous 6 mois les résultats des prochaines mesures atmosphériques réalisées.

En cas de nouveaux dépassements des VLE en COV, il pourra être proposé au préfet la mise en demeure de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

Les différents points de rejets font l'objet d'une surveillance selon la fréquence indiquée ci-dessous :

Paramètres	Fréquence
------------	-----------

Poussières totales	Annuelle
COV	Trimestrielle (*)
Métaux et composés	Annuelle

(*) excepté dans les périodes où il n'y aurait aucune émission de COV. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'activité susceptible d'être à l'origine d'émission de COV dans cette période.

Concernant la cabine de peinture, tous les points de rejets doivent faire l'objet d'une surveillance. Concernant les cocons, les mesures seront réalisées au niveau du point de rejet équipé d'un conduit permettant la réalisation des mesures conformément aux normes en vigueur. L'exploitant devra justifier que les travaux réalisés lors des mesures sont représentatifs de l'activité.

Constats :

L'exploitant a procédé à des mesures en poussières et métaux sur l'année 2025. Concernant les COV, seule une mesure a été réalisée en 2025 au mois d'avril. L'exploitant indique que les opérations d'application de peinture et d'antifouling se concentrent sur les mois d'avril et mai. Celles-ci ne durent que quelques jours, voire quelques heures compliquant la programmation des mesures avec les prestataires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des IC rappelle la nécessité de tenir à sa disposition les éléments permettant de justifier de l'absence d'activité susceptible d'être à l'origine d'émission de COV en l'absence de mesure réalisée (Registre pour lesquels des opérations de peinture ont été réalisées et à quelles périodes par exemple). L'exploitant se devra de répéter les mesures en COV si, dans le cadre d'un même projet, des opérations impliquant l'application de produits en contenant sont réalisées à plus de 3 mois d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans la Nef C, un système d'extinction automatique par mousse à haut foisonnement et un réseau de 9 PIA (poste incendie additivé) couvrant les différentes zones de la nef. - dans la cabine de peinture, un réseau de 8 RIA et une colonne humide avec coffrets incendie (tuyaux et lances) - pour la plateforme moyenne plaisance, 3 poteaux incendie permettant de délivrer 240 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 2 poteaux, - pour la grande forme et les plateformes associées, 2 poteaux incendie permettant de délivrer

<p>240 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 2 poteaux, et 6 RIA mobiles</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la plateforme Atlas 4 poteaux incendie permettant de délivrer 240 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 2 poteaux. - 2 colonnes d'aspiration d'eau de mer permettant de délivrer 60 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée des 2 colonnes. - Une réserve de 2 m³ d'émulseur, accessible en toute circonstance - Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque. <p>[...]</p> <p>L'ensemble des moyens de protection incendie est maintenu en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les documents relatifs aux contrôles des moyens de lutte contre l'incendie ont été transmis par l'exploitant et ont montré que ceux-ci avaient été vérifiés il y a moins d'un an pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les RIA et le système de détection incendie de la cabine de peinture ; • les poteaux et bouche incendie des différentes plateformes ; • les extincteurs (les bons de commandes relatifs au remplacement des extincteurs défectueux ont également été transmis) ; • les colonnes d'aspiration d'eau de mer. <p>Les contrôles de ces appareils n'amènent pas de commentaires.</p> <p>Concernant la NEF C et compte tenu des travaux en cours, une partie des équipements n'était pas accessible (notamment des détecteurs du système d'extinction par mousse à haut foisonnement, et des vannes ont été fermées et cadenassées afin d'empêcher le risque de noyage de la zone).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à ce que les équipements de la NEF C fassent l'objet de contrôle dans les meilleurs délais une fois la zone libérée des travaux et avant reprise des activités de MB92.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.

[...]

Constats :

L'exploitant a communiqué son PGS pour l'exercice 2024. Celui-ci rend compte de la consommation annuelle d'une quantité de 19732kg de solvant.

Le PGS présente des anomalies relatives à la méthodologie de détermination de différents items :

- **O1 (rejets canalisés) :** MB92 détermine ce paramètre par calcul par la formule suivante :

$$O1 = O1 \text{ canalisé} - O6 \text{ canalisé} - O5$$

Conformément à l'annexe 3 du guide d'élaboration de Plan de Gestion solvant du 22/02/2009, ce paramètre est à déterminer sur la base de mesures réalisées sur site (mesures réalisées dans le cadre de la surveillance des rejets canalisés).

- **O4 (émissions non captées) :** MB92 détermine ce paramètre par calcul par la formule suivante :

$$O4 = I1 \text{ diffus} - O6 \text{ diffus}$$

Selon le guide d'élaboration du Plan de Gestion solvant suscité, cette sortie est en principe déduite à partir de la connaissance des autres sorties connues (cela correspond au solde du bilan, soit dans le cas présent et en l'absence de O2, O3, O7, O8, O9, on a alors :

$$O4 = I1 - O5 - O1 - O6$$

- **O6 (solvants dans les déchets) :** la quantité de solvant dans les déchets est estimée par MB92 par une moyenne pondérée des concentrations en COV de l'ensemble des produits contenant des solvants, cette moyenne étant ensuite appliquée au volume de déchets éliminés.

Selon le guide d'élaboration du Plan de Gestion solvant suscité, la teneur en solvant des déchets est estimée sur la base des informations fournies par le collecteur de déchets. A défaut, des analyses en COV des déchets (une ou plusieurs suivant l'homogénéité des déchets) doit permettre de faire cette estimation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les remarques de l'inspection dans les hypothèses prises pour l'estimation des différents paramètres d'entrées et sorties du PGS 2025. Le PGS devra être transmis à l'inspection au 1er semestre 2026.

Les données d'entrée devront être précisées et les hypothèses prises dans le cadre de l'élaboration du PGS devront être explicitées afin de permettre à l'inspection de comprendre la démarche menée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois